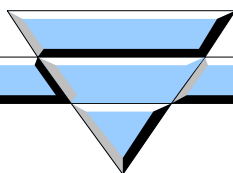


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES LILLE
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
123, rue nationale – BP 765 – 59034 LILLE
Tél. 03.20.63.66.66**



TRAVAUX DE CREATION D'UNE NURSERIE QUARTIER FEMMES AU CENTRE DE DETENTION DE BAPAUME (62)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	5
1.2 – DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.3 – PARTIES AU MARCHÉ	5
1.4 – IDENTIFICATION DES ACTEURS	7
ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES	9
2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES	9
2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES	10
2.3 – CONNAISSANCE DU SITE	10
2.4 – ANTICIPATION DES ÉVOLUTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES	11
ARTICLE 3 : PRIX	11
3.1 – CARACTÉRISTIQUES DES PRIX	11
3.2 – MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	11
3.3 – CONTENU DES PRIX	12
3.4 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES ET TRAVAUX MODIFICATIFS	15
ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DE MARCHÉ	15
4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	15
4.2 GESTION DES MODIFICATIONS	16
4.2.1 PROCÉDURE	16
4.2.2 CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DE LA MODIFICATION	17
4.2.3 MODIFICATIONS À LA DEMANDE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE	17
4.2.4 MODIFICATIONS À LA DEMANDE DU TITULAIRE	17
4.2.5 CAS PARTICULIER DES PANDEMIES	17
4.2.6 CAS PARTICULIER DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT DE CERTAINS MATÉRIAUX	18
4.2.7 ORDRE DE SERVICE	19
4.2.8 REORGANISATION DU GROUPEMENT	19
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	20
5.1 – GARANTIE FINANCIÈRE	20
5.2 – AVANCE	21
5.3 – ACOMPTES	21
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES	21
6.1 – MODALITÉS DE RÉGLEMENT ET PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	21
6.2 – PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	24
ARTICLE 7 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES	24
7.1 – DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	25
7.2 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	25
7.3 – CAUSES LÉGITIMES DE PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	26
7.4 – PÉNALITÉS	27
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	29
8.1 – PRÉSENTATION DU SOUS-TRITANT	29

8.2 – EXAMEN DU DOSSIER DE PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT	30
<u>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</u>	<u>30</u>
9.1 – CONDITIONS D’INTERVENTION	30
9.2 – ACCES AU CHANTIER	31
9.3 – DEMARRAGE DES PRESTATIONS	31
9.4 – REUNIONS	32
9.5 – NOMBRE D’EXEMPLAIRES	32
<u>ARTICLE 10 : PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES ENTERRES</u>	<u>32</u>
<u>ARTICLE 11 : ÉTUDES D’EXECUTION</u>	<u>32</u>
<u>ARTICLE 12 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</u>	<u>33</u>
12.1 – PROVENANCE DES MATERIAUX, MATERIELS ET PRODUITS	33
12.2 – CARACTERISTIQUES – QUALITES – VERIFICATIONS – ESSAIS - EPREUVES	33
12.3 – VERIFICATIONS SUR CHANTIER	34
12.4 – VERIFICATIONS EN USINE	34
12.5 – ESSAIS ET VERIFICATIONS COMPLEMENTAIRES	34
12.6 – ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES	35
12.7 – COMMANDES DE MATERIELS - MATERIAUX - FOURNITURES	35
<u>ARTICLE 13 : ÉTUDES DE SYNTHESE</u>	<u>36</u>
<u>ARTICLE 14 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</u>	<u>36</u>
14.1 – PROPRETE DU CHANTIER	36
14.2 – SIGNALISATION DU CHANTIER	37
14.3 – NUISANCES LIEES AU CHANTIER	37
14.4 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	37
<u>ARTICLE 15 : RECEPTION DES TRAVAUX ET DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX</u>	<u>37</u>
15.1 – RECEPTION	37
15.2 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES	38
15.3 – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	38
15.4 – ÉVACUATION DU CHANTIER	39
<u>ARTICLE 16 : GARANTIES ET ASSURANCES</u>	<u>39</u>
16.1 – OBJET DE GARANTIE	39
16.2 – DELAIS DE GARANTIE	39
16.3 – ASSURANCES	39
16.4 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL – RGPD	42
16.5 – PIECES D’USURES	45
16.6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	45
<u>ARTICLE 17 : REGLEMENT DES DIFFERENDS</u>	<u>49</u>
<u>ARTICLE 18 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</u>	<u>49</u>

<u>ARTICLE 19 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>50</u>
<u>ARTICLE 20 : LANGUE</u>	<u>50</u>
<u>ARTICLE 21 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	<u>51</u>
<u>ARTICLE 21 : PROCEDURE CONTENTIEUSE - ARBITRAGE</u>	<u>51</u>
<u>ANNEXE : DISPOSITION COMMUNES AUX DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES</u>	<u>52</u>

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent CCAP concerne la procédure de passation des marchés de **travaux concernant les travaux pour la création d'une nurserie au quartier femmes du centre de détention de Bapaume (62)** dépendant de la DISP de Lille.

Le centre de détention de Bapaume est situé en périphérie de la commune entre la bretelle d'accès à l'autoroute A1 et la D 930. L'accès au site se fait via le chemin de Anzacs.

Le projet de création de la nurserie se situe dans le bâtiment du quartier femmes du centre de détention de Bapaume. Le bâtiment concerné par le projet est le bâtiment F, celui-ci se situe en limite Sud du centre et aux abords des équipements sportifs. La localisation choisie pour le projet est le rez-de-chaussée de l'aile Ouest aux abords des cellules arrivantes.

Les travaux de la nurserie sont les suivants :

- 3 unités mère-enfant composées de la façon suivante :
 - 2 cellules communicantes via une porte comprenant :
 - Pour la cellule mère : un lit, un plan vasque et un sanitaire individuel,
 - Pour la cellule enfant : un lit/berceau, un plan vasque sur mesure et une douche.
- Un espace intérieur commun de vie comprenant :
 - Une cuisine équipée et une laverie composée de meubles hauts et bas, d'un plan de travail. L'équipement envisagé est le suivant : four à micro-ondes, four, plaque électrique, chauffe- biberons, réfrigérateurs, lave-linge et sèche-linge, ainsi que divers petits électroménagers adaptés à la préparation des repas des nourrissons tel que cuiseur vapeur et stérilisateur, les travaux d'électricité et de plomberie devront permettre le raccordement et le fonctionnement des équipements précédemment décrits,
 - Une zone de rangement pour le gros et petit matériel.
- Un espace extérieur commun de vie comprenant :
 - Une aire de jeux sur sol caoutchouc,
 - Des bancs et autres assises en béton,
 - Un cheminement et une terrasse en béton,
 - Des espaces enherbés (compris talus),
 - Un mur de clôture.

L'intervention se déroulera en **site pénitentiaire occupé et en activité**. Le Titulaire devra prendre en compte l'ensemble des contraintes d'intervention et de calendrier.

Le site concerné se situe :

Centre de détention de Bapaume

30 chemin des Anzacs

62450 Bapaume

Certaines réunions pourront avoir lieu au siège de l'acheteur et maître d'ouvrage :

DISP de Lille

123 rue nationale

BP 765

59034 Lille Cedex

1.2 – Décomposition en tranches et lots

Le marché est alloti, il comprend **sept lots** :

- ~~Lot 1 – VRD~~
- Lot 2 – Démolition – Gros œuvre
- Lot 3 A – Menuiseries extérieures
- Lot 3 B – Serrurerie
- Lot 4 – Menuiseries intérieures
- Lot 5 – Peinture – Sol souple
- Lot 6 – Électricité
- Lot 7 – Plomberie

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche, pour aucun des lots.

Chaque lot fait l'objet d'un marché spécifique.

1.3 – Parties au marché

1.3.1 – Maîtrise d'ouvrage

La Maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction interrégionale des services pénitentiaires de LILLE (DISP). La DISP est également le pouvoir adjudicateur.

La DISP est indifféremment désignée dans les pièces du marché :

- L'acheteur ;
- Le pouvoir adjudicateur ;
- La personne publique ;
- La DISP.

Le contrôle et la direction du marché sont assurés par la DISP.

Seules les personnes suivantes sont habilitées ès-qualité à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché public :

- La Directrice Interrégionale.
- Le Directeur du DAI.
- Le Responsable de l'unité études et opérations

Le chargé d'opération de la DISP affecté à l'opération suivra l'exécution du marché et certifiera le service fait.

Le Titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement de l'étude ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du marché.

1.3.2 – Titulaire

Pour chaque lot, un marché est confié par la Maîtrise d'ouvrage au Titulaire dont l'identité est précisée à l'Acte d'engagement.

Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire est la personne nommément désignée à l'article 6 de l'Acte d'engagement comme le « conducteur des prestations ».

Le conducteur des prestations est suppléé par une personne nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'Acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la Maîtrise d'ouvrage.

Cet interlocuteur sera garant de la bonne coordination entre la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et les autres intervenants de l'opération d'une part, et les intervenants du Titulaire d'autre part. Il devra

participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et devra se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

La personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant. Au préalable, la personne publique informera le titulaire de la difficulté qu'elle rencontre dans l'exécution de la prestation et le mettra en demeure de procéder au remplacement de l'intervenant. Le Titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application des pénalités définies à l'article 7 du présent CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai de 8 jours. À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation de deux remplaçants par la personne publique, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux.

En cas d'indisponibilité de ces personnes pendant une période continue supérieure à quinze jours calendaires pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- En tout état de cause, d'appliquer les pénalités prévues à l'article 7 du CCAP ;
- Soit de résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux ;
- Soit d'accepter leur remplacement par une autre personne, présentée par le Titulaire, de compétence équivalente (CV et attestations de compétence à l'appui, par courrier).

Un délai de prévenance convenable ne pouvant être inférieur à 7 jours calendaires devra être respecté.

1.3.3 – Autres intervenants relevant de la responsabilité de la Maîtrise d'ouvrage

Sont considérés comme intervenants lors de la réalisation des marchés :

- Le chef de l'établissement ;
- Les autres départements de la DISP ;
- Le gestionnaire délégué, le cas échéant.

Toutefois, ces différents intervenants n'agissent pas en qualité de Maître d'ouvrage. Aussi, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la Maîtrise d'œuvre et à la Maîtrise d'ouvrage, pour refus ou gestion de la demande au travers d'une Fiche de travaux modificatifs (FTM).

Toute demande de la part d'un de ces autres intervenants qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La Maîtrise d'ouvrage pourrait alors demander la remise en état aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

1.4 – Identification des acteurs

1.4.1 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre y compris OPC est assurée par : Madame Natacha Gorczak
Atelier/19 Architecture

1.4.2 – Coordination en matière de sécurité et la protection de la santé

Le coordonnateur SPS désigné pour cette opération est DEKRA situé à Saint Laurent Blangy (62).

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail.

Le CSPS exercera sa mission conformément aux termes du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire du présent marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désignés sous le nom de coordonnateur SPS.

Le Titulaire est tenu de rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Il communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS qui doit être remis pendant la période de préparation ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les quinze (15) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

De plus, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et s'oblige à tenir à la disposition du coordonnateur SPS lesdits contrats ;

Le Titulaire est tenu d'informer le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions liées à la réalisation des ouvrages ;
- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire prendra l'initiative d'inviter le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé aux réunions spécifiques de conception :

- Liées aux interventions ultérieures sur l'ouvrage (objectif de facilitation) ;
- Liées aux phases de coactivité du chantier (objectif d'harmonisation des interventions).

Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Une réunion hebdomadaire est organisée entre le coordonnateur et les Entreprises en activité sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les entreprises des mesures de coordination qu'il définit, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement etc.) le coordonnateur SPS doit prendre les mesures

nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier jusqu'à ce que toutes les mesures s'imposant soient prises.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le Titulaire est soumis au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions vis-à-vis de ses cotraitants et sous-traitants pour respecter les exigences du PGCSPPS et tout document et remarques produits par le CSPPS.

1.4.3 – Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est Bureau Veritas Construction situé à Lievin (62).

La mission du contrôleur technique comprend les éléments suivants :

Mission	Description
LE	Solidité des existants
LP (L+P1)	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociable et dissociable
AV	Stabilité des avoisinants
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP ou IGH
F	Fonctionnement des installations
PV	Recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations

Article 2 : Pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

2.1 – Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Les déclarations de sous-traitance
 - Le Calendrier détaillé d'exécution *établi lors de la période de préparation et notifié par la Maîtrise d'œuvre avant le démarrage des travaux*
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes ;
 - Le document « engagement de confidentialité »
 - Le document « cadre de sûreté » et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifique à chaque lot et leurs annexes :
- Les pièces graphiques
- Le cahier des charges fonctionnel du SSI
- Le rapport initial de contrôle technique
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- Le dossier d'études géotechniques
- Le dossier d'études topographiques
- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux
- Le diagnostic plomb avant travaux
- Le planning prévisionnel d'exécution des prestations

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du lot, pour les prix unitaires uniquement ;
- Le mémoire technique remis à l'offre par le Titulaire.

2.2 – Pièces générales

Le marché est également soumis aux pièces générales suivantes :

- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 1^{er} avril 2021
- Les normes européennes, dont les Eurocodes en ce qui concerne les calculs structurels tous matériaux
- En l'absence de normes européennes, les normes françaises homologuées ou autres normes étrangères reconnues équivalentes
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux de génie civil, pris par arrêté du 28 mai 2018 relatif à sa composition (pour les livrets concernant les prestations concernées par le marché)
- Le Cahier des Clauses Techniques – VDI Edition 2021 applicable aux opérations immobilières de l'administration pénitentiaire
- Les Documents techniques unifiés (DTU)
- Les documents PROFEEL (ex-PACTE, ex-RAGE) applicables
- Les documents CARSAT (CRAM), CNAM et INRS
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie et les effets de la panique
- La réglementation relative à la protection de l'environnement
- La réglementation relative à la protection du patrimoine
- Et plus généralement, toutes les règles de l'Art.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Dans le cas d'omission, imprécision ou contradiction à l'intérieur de pièces d'un même niveau dans l'ordre de préséance, et notamment dans les éléments découlant des études du concepteur-réalisateur, ce sont alors les clauses les plus favorables à la Maîtrise d'ouvrage qui sont retenues et donc appliquées.

2.3 – Connaissance du site

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur les sites de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées à l'accès au site, à la nature du sol, aux réseaux et ouvrages existants.

Par exception aux dispositions ci-dessus, les dispositions de l'article 27.3.3 du CCAG-Travaux trouvent à s'appliquer en cas de découverte d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens après la notification du marché.

Toutes les études complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages et équipements sont à la charge du Titulaire.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous sa responsabilité.

2.4 – Anticipation des évolutions législatives et réglementaires

Le Titulaire a pris en compte dans son offre la réglementation applicable à date de remise de l'offre. Après cette date, le Titulaire a pour obligation d'informer immédiatement le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre de tout changement réglementaire pouvant entraîner une non-conformité aux textes en vigueur.

Le cas échéant, il sera fait application de l'article 7.2 du CCAG-Travaux.

Article 3 : Prix

3.1 – Caractéristiques des prix

Les ouvrages et toutes les prestations, objet du contrat seront réglés par un prix global forfaitaire.

Les prix sont révisables.

3.2 – Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 indiqué sur la page de garde de l'Acte d'Engagement (AE).

Les prix sont révisables par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_{e-3} / I_{0-3})$$

où :

- I_{e-3} correspond à l'indice retenu pour le lot correspondant du mois de réalisation des prestations moins 3 mois,
- I₀₋₃ correspond à l'indice retenu pour le lot correspondant du mois zéro porté à l'acte d'engagement du marché moins 3 mois.

L'indice de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par le Ministère de la Transition écologique et solidaire, est, pour les différents lots :

Lots	Désignation	Indice
Lot 1	VRD	BT03
Lot 2	Démolition - Gros Œuvre	BT03
Lot 3A	Menuiseries extérieures	BT43
Lot 3B	Serrurerie	BT43
Lot 4	Menuiseries intérieures	BT18a
Lot 5	Peinture – sol souple	BT46
Lot 6	Électricité	BT47

Lot 7	Plomberie	BT38
-------	-----------	------

Lorsqu'une révision de prix a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; la révision définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.3 – Contenu des prix

Coût de la prestation

Les prix du marché sont donnés hors TVA et comprennent tous les droits et taxes relevant de la propriété industrielle ou commerciale ainsi que les dépenses communes du chantier visées au présent CCAP.

Ces prix sont établis en prenant en considération :

- Les conditions de fondations et de mise en œuvre du génie civil résultant de la nature du sol et du sous-sol ;
- Les contraintes dues à l'utilisation du domaine public et maintien du fonctionnement des services publics ;
- La présence de canalisations et réseaux sur le site dont le Titulaire aura à charge les dévoiements éventuels ;
- Les conditions d'intempéries et autres phénomènes naturels tels que décrits au CCAP.

Sont également inclus dans les prix, outre les dépenses visées à l'article 9 du présent CCAP :

- L'ensemble des frais de reproduction ;
- Les frais d'études pour les adaptations éventuelles pendant la réalisation des travaux qui ne résulteraient pas de modifications demandées par le Maître d'ouvrage ;
- Les frais des études géotechniques de suivi d'exécution géotechnique ;
- Les frais d'établissement des dossiers en vue des procédures administratives ;
- Les frais pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants ;
- Les frais d'établissement des plans de détails d'exécution, des schémas d'installations, nécessaires à l'exécution des travaux, des plans de synthèse ;
- Les frais d'établissement des DOE ;
- Les frais d'information et de formation du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations, pour un maximum de **2 demi-journées** ;
- Les frais résultants des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier, dont celles résultant des règlements du ministère du travail et les recommandations de l'OPPBTP (y compris celles en période de pandémie) ;
- Toutes mesures à prendre pour la sauvegarde, la bonne conservation ou la remise en état des ouvrages et des lieux ;
- Les frais de mesures de prévention de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs sur le chantier ;
- Les dépenses liées à la propreté de la zone, ainsi que l'évacuation et, le cas échéant, au traitement des déchets générés ou induits par l'intervention du titulaire ;

- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ;
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels existants sur l'installation et détériorés par l'entreprise ;
- Les frais et impôts de toutes natures frappant de quelque façon que ce soit les salariés, le matériel, les ingrédients, etc. ou les ouvrages ou parties d'ouvrages ;
- Les frais et sujétions découlant :
 - des exigences techniques de l'application de la réglementation en matière de sécurité, appréciation des risques, etc.,
 - de la vérification réglementaire des installations techniques, matériels électriques, etc.,
- Les mesures et dispositions nécessitant ou non des travaux, demandées pour mise en conformité par la CARSAT, l'inspection du travail ou la médecine du travail (y compris la prise en compte des dispositions ou réclamations des instances locales) ainsi que celles découlant du PGC ;
- Les frais d'assistance des périodes de garantie (incluant les essais de garanties) ;
- Les frais de levée des réserves et réparation des désordres pendant la période de garantie ;
- Les frais de cautions bancaires éventuelles ;
- Les frais de brevet liés à l'emploi des matériaux et matériels prévus par le Titulaire ;
- Les frais d'assurance et de garanties conformément au CCAP ;
- Les frais de protection des ouvrages et tous les frais découlant de l'application du CCAG Travaux et du CCTP ;
- Les frais induits par les conditions d'accès et d'exécution en contexte pénitentiaire, y compris attente induite par les incidents de sûreté dans l'Établissement ;
- La marge bénéficiaire du Titulaire.

Les prix du marché comprennent tous les travaux et fournitures accessoires qui auraient pu échapper au détail de la description des ouvrages, mais qui sont le complément indispensable pour le complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art, et de la bonne construction.

Par la suite, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération et devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main-d'œuvre nécessaire afin d'obtenir les performances garanties et l'achèvement complet des installations.

Le prix du marché ne tient pas compte des frais de coordination SPS qui sont à la charge du Maître d'ouvrage.

Dépenses d'investissement

Sont également inclus dans les prix les éléments suivants :

- L'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans le respect du marché ;
- Les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures ; calibres, modèles, maquettes nécessaires, etc. ;
- L'organisation de la base de vie et des installations d'hygiène (y compris raccordement, entretien et nettoyage), y compris leur adaptation éventuelle à l'évolution du chantier ;

- L'installation d'une salle de réunion pour 10 personnes minimum et pour le stockage des prototypes et échantillons ou l'usage de la salle de réunion de l'établissement ;
- L'installation d'un bureau de 12 m² mis à disposition du Maître d'ouvrage ;
- Tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des travailleurs du chantier : installation des dispositifs communs de sécurité sur le chantier (garde-corps, mains courantes, passerelles, éclairage, etc.) ainsi que leur entretien, leur remise en état et leur démontage ;
- Tous les ouvrages nécessaires à la sécurité du chantier ;
- L'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires (eau, électricité, téléphone...) ;
- Les frais d'installation et d'organisation du chantier ;
- Les frais de raccordement des réseaux secs et humides des installations de chantier ;
- Les frais relatifs aux essais de fonctionnement et de performances des installations, notamment et sans caractère exhaustif :
 - réception des plateformes (essais à la plaque),
 - essais liés aux PAQ que le Titulaire mettra en œuvre sur les sujets sensibles du projet
 - épreuve d'étanchéité
 - essais de gamme des appareils et systèmes
- La création et l'entretien des voies, chemins, passerelles, rampes et tout ouvrages nécessaires à la circulation dans le chantier ;
- Le nettoyage et remise en état des voies publiques et privées, réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, ayant subi des dommages provoqués par les engins de chantier ;
- Les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter ;
- Les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier ;

Dépenses d'entretien

Sont également inclus dans les prix les éléments suivants :

- Les frais de gardiennage ;

Pour le nettoyage du chantier :

- Les cotraitants et sous-traitants doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux ; le titulaire fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets ;
- Les cotraitants et sous-traitants doivent procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées ;
- Les cotraitants et sous-traitants ont à leur charge l'enlèvement des déblais excédentaires et leur transport aux décharges publiques.

Dépenses de consommation

Sont à la charge du titulaire les dépenses suivantes :

- Eau, électricité, téléphone ;
- Climatisation des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et, ou énergie nécessaire pour les essais ;
- Préchauffage des locaux en cas de température trop basse pour les corps d'état ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés.

3.4 – Travaux supplémentaires et travaux modificatifs

Le marché étant à prix global forfaitaire, le montant des travaux reste intangible et ne saurait être modifié s'il avait en cours d'exécution de travaux, que les quantités sont supérieures ou inférieures à celles qui ont été retenues par le Titulaire lorsqu'il établit son prix.

Tous les travaux supplémentaires et travaux modificatifs feront l'objet de fiches de vérification établies et visées pour accord ou refus par la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage.

La Maîtrise d'œuvre est habilitée à demander, en tant que de besoin, au Titulaire le complément d'études nécessaire pour évaluer les conséquences des demandes de modifications, au-delà du simple devis. Lorsque ces études se limitent à des devis estimatifs, leur rémunération est réputée incluse dans le prix global et forfaitaire du marché et leur montant n'est pas comptabilisé.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux études de synthèse dont la rémunération est réputée inclure la gestion des travaux modificatifs.

Aucune demande directe de l'Établissement ne devra être honorée (même une demande de devis) sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Par dérogation, il n'est pas fait application des articles 14.2.2 et 14.3 du CCAG-Travaux.

Article 4 : Modifications de marché

4.1 Dispositions générales

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur pourra mettre en œuvre en cours d'exécution du Marché les modifications prévues au présent Article.

Les Modifications au contrat pendant l'exécution du Marché, peuvent être effectuées à la demande du Pouvoir Adjudicateur ou sur proposition du Titulaire.

Les Modifications à la demande du Pouvoir adjudicateur peuvent résulter :

- d'une demande du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, qui est tenu de les réaliser, pour tout motif légitime, notamment pour tenir compte de l'évolution de ces besoins ;
- de l'entrée en vigueur d'un texte législatif ou réglementaire publié postérieurement à la Date d'Entrée en Vigueur et dont il n'était raisonnablement pas possible, préalablement à la date d'entrée en vigueur du Marché, de prévoir l'adoption.

Les Modifications sur proposition du Titulaire résultent d'une proposition du Titulaire au Pouvoir Adjudicateur. Elles ne peuvent être réalisées qu'après accord du Pouvoir Adjudicateur.

4.2 Gestion des modifications

4.2.1 Procédure

Par dérogation à l'article 14 et l'article 30 du CCAG-Travaux, lorsqu'il est envisagé de procéder à une Modification, le Titulaire présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la Modification envisagée et précisé par le Pouvoir Adjudicateur et au plus de deux (2) semaines, une première étude et une estimation provisoire de l'impact de la modification notamment en termes de coût des travaux.

Cette première étude et l'estimation provisoire doit permettre au Maître d'ouvrage de se positionner sur la poursuite ou l'arrêt des études.

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) semaines pour formuler des observations et demander au Titulaire de poursuivre ou non la réflexion.

En cas de poursuite, le Titulaire présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la Modification envisagée et précisé par le Pouvoir Adjudicateur et au plus de deux (2) semaines, une Fiche de Travaux Modificatifs (selon le modèle transmis) faisant apparaître :

- Les modalités pratiques de la réalisation de la Modification ;
- Le prix de la Modification ;
- Les conséquences de la Modification sur le Projet Technique, notamment en termes technique, performantiel, fonctionnel, urbain, paysager et architectural ;
- Les conséquences de la Modification sur les engagements du Titulaire en termes de délai.

Le titulaire réalisera l'estimation provisoire et la Fiche de Travaux Modificatifs sans pour autant prétendre à une rémunération complémentaire.

La fiche de Travaux Modificatifs est soumise au CSPS, au Contrôleur Technique et au Maître d'œuvre pour avis.

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quatre (4) semaines pour approuver la Fiche de Travaux Modificatifs ou formuler des observations et demander des compléments d'information au Titulaire.

Si le Pouvoir adjudicateur ne s'est pas prononcé dans les quatre (4) semaines à compter de la réception de la Fiche de Travaux Modificatifs, il est réputé l'avoir rejetée et la Modification ne peut être réalisée.

En cas de refus de la Fiche de Travaux Modificatifs, le titulaire ne sera pas rémunéré pour l'élaboration de l'estimation provisoire et de la Fiche de Travaux Modificatifs.

En cas d'accord entre les Parties, les modifications du présent marché résulteront d'un avenant à conclure entre elles qui arrêtera le coût des prestations contractuelles, le délai d'exécution et le cas échéant la modification de programme.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de désaccord sur le prix de la modification, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage pourra lui notifier un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire.

4.2.2 Conditions d'établissement du prix de la Modification

Les prix des prestations modificatives et/ou supplémentaires, qu'ils soient existants ou nouveaux, sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

La décomposition du prix global et forfaitaire des travaux et le bordereau de prix unitaires ainsi que les sous-détails de prix, constituent les prix unitaires servant de base à la détermination des prix des prestations modificatives et/ou supplémentaires.

La transparence des prix peut en outre être assurée selon les modalités suivantes :

- Le maître d'ouvrage impose au titulaire de consulter des entreprises,
- Le titulaire présente les offres et est autorisé à s'aligner sur l'offre la moins-disante pour réaliser le service et/ou les travaux dès lors que l'offre présente toutes les qualités nécessaires.

4.2.3 Modifications à la demande du Maître de l'Ouvrage

L'ensemble des conséquences financières des Modifications demandées par le Maître d'Ouvrage sont prises en charge par le Pouvoir adjudicateur (plus-values et moins-values).

4.2.4 Modifications à la demande du Titulaire

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-Travaux, le titulaire est engagé sur son Offre contractuelle et par conséquent sur des solutions techniques et sur des équipements et des produits déterminés (marques, fiches produits, références...).

Si au cours des travaux le titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Toute modification que le Titulaire envisage d'apporter aux prestations doivent être soumises à l'accord du maître d'ouvrage.

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le Maître d'Ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le Titulaire.

4.2.5 Cas particulier des pandémies

Les modifications du contrat résultant des mesures prises dans le cadre d'un état d'urgence sanitaire ou toutes autres mesures équivalentes tendant à la lutte contre la propagation d'une épidémie (à l'exclusion des mesures entrées en vigueur à la date de notification du présent marché), sont régis par les dispositions suivantes. Les mesures de référence sont celles édictées par l'OPPBTP à la date de notification du marché.

La présente clause ne peut être mise en œuvre par les parties que lorsque les mesures nouvelles sont plus restrictives et que l'exécution du marché s'en trouve modifiée comme tel :

- Soit leur application conduit à une augmentation supérieure de 5% du montant initial du marché.

- Soit leur application entraîne un retard sur les délais d'exécution supérieur à 20 jours calendaires ;

Le titulaire doit le notifier au maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la survenance d'une telle cause ou du moment où le Titulaire aurait dû en avoir connaissance, par tout moyen permettant de donner date certaine.

La notification porte au minimum les mentions obligatoires suivantes :

- l'événement dont la survenance est invoquée,
- les conséquences sur le déroulement de l'exécution de ses obligations par le Titulaire,
- les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre du Marché.

Faute d'avoir notifié la cause dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause.

Le maître d'ouvrage indique dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la notification complète, s'il accepte la demande de mise en œuvre de la cause ainsi que l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le Titulaire a proposées. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage à l'issue de ces quinze (15) jours vaut rejet de la demande de mise en œuvre de la cause.

En cas de désaccord sur la survenance de la cause ou ses conséquences en termes de délai et de coûts, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique

Lorsqu'il invoque la cause, le titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

4.2.6 Cas particulier des difficultés d'approvisionnement de certains matériaux

Compte tenu de la situation actuelle liée aux difficultés d'approvisionnements de certaines matières premières au niveau national ou international, le Titulaire a l'obligation d'organiser ses commandes et de prendre en compte dans son planning d'intervention des délais d'approvisionnement particulièrement important.

En cas de survenance d'une difficulté d'approvisionnement de certaines matières premières, le titulaire doit le notifier au maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la survenance d'une telle cause ou du moment où le Titulaire aurait dû en avoir connaissance, par tout moyen permettant de donner date certaine.

La notification porte au minimum les mentions obligatoires suivantes :

- Les matières premières impactées par les difficultés d'approvisionnement
- Les justifications des difficultés d'approvisionnement
- Une proposition de matériaux équivalents
- Les conséquences sur le déroulement de l'exécution de ses obligations par le Titulaire
- Les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre du Marché.

Faute d'avoir notifié la cause dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause.

Le maître d'ouvrage indique dans les dix (10) jours à compter de la réception de la notification complète, s'il accepte la demande de mise en œuvre de la cause ainsi que l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le Titulaire a proposées. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage à l'issue de ces quinze (10) jours vaut rejet de la demande de mise en œuvre de la cause.

En cas de désaccord sur la survenance de la cause ou ses conséquences en termes de délai et de coûts, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique.

Lorsqu'il invoque la cause, le titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

Si au cours de la réalisation le titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du maître d'ouvrage, après examen du maître d'œuvre.

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le titulaire sont prises en charge par lui-même (plus-values et moins-values).

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le maître d'ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le titulaire.

4.2.7 Ordre de service

Par dérogation, il n'est pas fait application de l'article 13.6 du CCAG travaux.

4.2.8 Réorganisation du groupement

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cotraitant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1 – Garantie financière

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution sera constituée.

Si le titulaire est une petite et moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, alors ce taux est égal à 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements, à hauteur du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

La caution personnelle et solidaire est refusée.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le Titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie, cependant, les sommes déjà prélevées ne seront pas remboursées par anticipation.

5.2 – Avance

L'option A prévue à l'article 10.1 du CCAG-Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Lorsque le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance susvisé est porté à 20% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué en une fois lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

5.3 – Acomptes

Le versement d'acompte s'effectuera conformément aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées. Le Titulaire du marché enverra mensuellement ses états d'acompte au maître d'œuvre qui sera chargé de les valider, ou le cas échéant de les modifier, et de les transmettre au pouvoir adjudicateur pour règlement, dans des délais permettant de respecter les délais globaux de paiement de 30 jours.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 – Modalités de règlement et présentation des demandes de paiement

Les sommes dues au ou aux titulaires du marché et leur ou leurs sous-traitants directs éventuels, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Règlement par virement administratif selon les règles de la Comptabilité Publique par le DEBC du ministère de la Justice.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les modalités de règlement du marché seront les suivantes :

En application de l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

En application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, les modalités pratiques d'exécution de transmission des demandes de paiement sont les suivantes :

DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE EDIFLEX :

EDIFLEX est une plateforme de traitement des factures dématérialisées en lien direct avec CHORUS PRO, qui prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur **CHORUS PRO** mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme, à cet effet, une convention d'interchange sera signée entre les parties.

L'accès à la plateforme EDIFLEX est pris en charge sur le budget d'investissement de la Direction Interrégionale.

Afin que les factures déposées sur EDIFLEX basculent bien sur CHORUS PRO, il est nécessaire de créer un compte sur CHORUS PRO et de le paramétrer selon les indications suivantes :

- Indiquer dans le profil Chorus Pro, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille « FAC0000059 » ;
- Le module Facture de Travaux ne s'affiche pas par défaut, il faut l'ajouter en créant un « espace »
- Création d'un identifiant technique pour que CHORUS PRO puisse établir le lien avec EDIFLEX.

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués exclusivement sur EDIFLEX, les factures basculeront automatiquement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A) Décomptes et acomptes périodiques :

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Les demandes de paiement seront établies en un original et deux copies. Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes et celles listées à l'article D2192-2 du Code de la commande publique :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- les numéros de marché, de TF, d'EJ, de REFX (numéros figurant sur la lettre de notification adressée au titulaire) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) – avec prix unitaires, quantitatif et avancement des postes en %
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

IMPORTANT : les demandes de paiement ne doivent faire aucune mention de retenue de garantie ou de récupération d'avance ; ces éléments seront calculés par les services financiers en charge du traitement des demandes de paiement.

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage prendra à sa charge la rédaction de l'état d'acompte mensuel à partir du décompte mensuel établi par le titulaire, vérifié et le cas échéant corrigé par le maître d'œuvre. Il sera fait usage de la plateforme EDIFLEX mentionnée ci-dessus.

B) Décompte final :

Il est fait application des dispositions du CCAG Travaux.

6.2 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance doit préciser tous les éléments de l'article R2193-1 du Code de la commande publique et indiquer en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement et cession de créance ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Dans le cadre de prestations sous-traitées, dont le montant excède 600 € TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Titulaire du marché. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et à la Maîtrise d'œuvre.

Une fois l'accord intervenu, le Titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur sa propre facture accompagnée d'une attestation de paiement direct pour les prestations effectuées par le sous-traitant.

Celle-ci doit être hors taxe et porter la mention « Autoliquidation » pour les travaux concernés et être libellée à l'attention de la DISP de Lille.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, la facture d'un cotraitant doit porter le visa du Mandataire.

Article 7 : Délai d'exécution – Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, il ne sera procédé à aucune exonération des pénalités, et ce, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné à 10% du montant du marché.

7.1 – Délai d'exécution des travaux

Durée du marché

La durée du marché s'étend depuis la date d'accusé réception de l'ordre de service et ce jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement

Délai d'exécution

Le Titulaire s'engage à intégrer son intervention dans le Calendrier d'exécution fourni lors de la consultation. Il détaille à son offre et pendant la période de préparation les durées unitaires des tâches qui lui incombent, et permet la mise au point du calendrier détaillé d'exécution par la Maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation. Le planning des tâches unitaires fourni dans l'offre par chaque entreprise spécifiera les délais d'exécution et les conditions de réalisation par rapport aux autres corps d'état.

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des prestations et n'excèdera pas un mois.

L'Entrepreneur devra adapter sa production de documents d'exécution pour une prise en compte en temps utile des remarques et observations de la Maîtrise d'œuvre.

Ordre de service

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Il est tenu de proposer des solutions pour remédier aux observations qu'il formule, dans le délai de quinze jours prévu pour faire part de ses observations.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution de l'ordre de service n'est pas suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

Le délai global d'exécution du marché n'est pas prolongé. D'éventuelles pénalités de retard peuvent être appliquées au Titulaire.

7.2 – Prolongation du délai d'exécution

Le Titulaire devra faire connaître, par écrit, à la Maîtrise d'œuvre, au plus tard dans un délai de 15 jours francs, tout fait de nature à modifier les dates prévues aux divers calendriers.

Jours d'intempéries

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours ouvrés par tranche de travaux. La durée du marché prend en compte ce délai.

Le délai sera prolongé pour les jours d'intempéries supplémentaires étant précisé que les jours d'intempéries s'entendent au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et seront justifiés par la déclaration à la caisse des intempéries.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avérant de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou d'un cas de force majeure, le Titulaire pourra proposer à la Maîtrise d'œuvre, sous cinq (5) jours, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi, l'ancien calendrier conservera toute sa valeur.

Matériaux pollués ou polluants

Le Titulaire est responsable de la découverte d'éventuels matériaux pollués ou polluants conformément au présent CCAP.

Si des matériaux pollués ou polluants, non prévus par les documents particuliers du marché, sont découverts, le Titulaire applique les prescriptions de l'article 32.1 al.2 du CCAG-Travaux.

Si les matériaux pollués ou polluants, prévus par les documents particuliers du marché, sont découverts, le délai de réalisation des travaux n'est pas prolongé par dérogation à l'article 32.1 al.2.

Autres types

La grève n'est pas considérée comme difficulté imprévisible ni force majeure.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'ouvrage à la suite de ce sinistre.

Sauf accord exprès du Maître d'ouvrage notifié par ordre de service, les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une prolongation de délais ; en conséquence, le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté.

7.3 – Causes légitimes de prolongation du délai d'exécution

Dans le cas où un événement, indépendant du Titulaire ou de son chantier, et ayant trait à un événement dans l'Établissement (problème de sûreté, intervention des forces de l'ordre, neutralisation pour visite officielle), aurait pour conséquence d'interdire momentanément l'accès à l'établissement ou interdirait mouvements de personnels et livraisons et empêcherait donc le Titulaire d'avancer les travaux pour une demi-journée entière, le nombre de demi-journées prévisibles d'interruption pour ce fait est de 6 (six) ; soit un total de 3 jours ouvrés. La durée du marché prend en compte ce délai.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel le type d'événement ci-avant et entravant l'exécution des travaux, dès lors que ceci aura dûment été constaté par la Maîtrise d'œuvre et l'Établissement, au-delà du nombre de demi-journées prévisibles fixées ci-dessus.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'ouvrage par suite de ce sinistre.

Sauf accord exprès du Maître d'ouvrage notifié par ordre de service de la Maîtrise d'œuvre, les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une prolongation de délais ; en conséquence,

le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté.

7.4 – Pénalités

Cet article déroge à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître de l'ouvrage ou par la Maîtrise d'œuvre par rapport notamment :

- Aux défauts de nettoyage des espaces du chantier durant son exécution ;
- Aux délais d'exécution y compris délais d'exécution partiels ;
- Aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- Aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- Aux dates et heures de rendez-vous auxquels l'entreprise est tenue d'assister selon les dispositions du présent document ;
- Aux dates fixées pour la remise de documents ;
- Aux manquements relatifs à l'application des règles de sécurité et/ou enlèvement des protections collectives.

Les montants des pénalités précisées dans le présent CCAP sont hors taxes.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

Pénalité et retenues pour retard dans la remise du PPSPS

Pour tout retard dans les délais contractuels de remise du Plan Particulier de Sécurité et de la Protection de la Santé et autres documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, une pénalité de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande par jour calendaire de retard sera appliquée.

Des retenues provisoires du même ordre de grandeur financier pourront être appliquées en cas de retard dans la transmission de documents liés aux sous-traitants et leur régularisation (demande de visite préliminaire, dossier de déclaration de sous-traitance, etc.) exigés par la loi ou par le CSPS. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

Le PPSPS doit être remis à jour avant l'intervention de chaque nouveau sous-traitant ; ces pénalités et retenues peuvent être encourues lors de chaque mise à jour nécessaire.

Ces pénalités et retenues sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le CSPS ou des autres intervenants cités supra.

Pénalité et retenues pour retard dans la remise des documents (Études d'exécution, Études de synthèse, DOE...)

Pour tout retard dans la remise de documents – études d'exécution et de synthèse - DOE dont les délais sont définis dans le calendrier détaillé des travaux, documents fournis après exécution - une pénalité de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard sera appliquée. Les pénalités pour non-remise de documents seront basées sur les dates de remise de documents mentionnées au compte-rendu de chantier.

Des retenues provisoires du même montant pourront être appliquées en cas de retard dans la transmission de documents liés aux études d'exécution (fiches techniques, plans et schémas, etc.) exigés par la Maîtrise d'œuvre. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, la pénalité se voit appliquer sans mise en demeure préalable. De même, la pénalité est journalière et non forfaitaire.

Pénalité et retenues pour retard dans l'exécution des études et travaux

Si pour des raisons imputables au Titulaire, un des délais contractuels tels que définis dans le présent marché ne pouvait être respecté, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une retenue calculée correspondant à 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande par jour calendaire de retard.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer d'autres retenues intermédiaires provisoires. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

Pénalité pour non-respect du délai de transmission

En cas de modification d'une fiche d'intervention, de retard dans la transmission d'éléments destinés à l'Établissement, une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire, dès lors que l'origine de la modification se trouve être du fait du Titulaire. Il en est de même si une fiche d'un autre entrepreneur doit être modifiée du fait du Titulaire.

Les retards engendrés peuvent être pénalisés au titre d'autres items du présent article.

Pénalité pour non-repliement des installations de chantier, enlèvement des déchets de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux, sans préjudice de d'une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard. Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG travaux, la pénalité se voit appliquer sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par la Maîtrise d'œuvre, et ne constituent pas des provisions dans le cas où il serait nécessaire de faire intervenir une entreprise de nettoyage aux frais et risques de l'Entreprise.

Pénalité pour retard de levée des réserves

Le Titulaire du marché a un délai qui sera fixé dans la décision de réception à compter de la réception pour lever les réserves mentionnées aux articles 41.5 (prestations prévues non exécutées) et 41.6 (imperfections et malfaçons) du CCAG travaux. En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considéré ou du bon de commande par jour calendaire de retard par groupes de réserves (la notion de groupe de réserves peut être liée à un type de réserve récurrent, un local ou une zone particulière, un corps d'état ; une

réserve unique peut éventuellement constituer un groupe de réserves ; la définition du groupe de réserves sera le lieu d'un accord écrit entre les parties lorsque se poserait la question).

Des pénalités analogues se trouveraient applicables à l'issue des délais convenus lors d'une réception effectuée « sous réserve » (articles 41.4 et 41.5 du CCAG Travaux), qu'il s'agisse de la réalisation d'essais ou de la réalisation de travaux.

Pénalité pour absence (Réunions, OPR...)

En cas d'absence aux réunions, une pénalité de 100 € sera appliquée à tout Entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout Prestataire ou Entrepreneur ou sous-traitant représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Pénalité pour non-remplacement des personnes désignés

En cas de non-remplacement d'une personne désigné à l'article 6 de l'Acte d'engagement, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

En cas d'indisponibilité de ces personnes pendant une période continue supérieure à quinze jours calendaires, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire supplémentaire d'indisponibilité.

Pénalité pour absence de réaction

Le coordonnateur SPS est amené à émettre des demandes de prestations de sécurité pour les travailleurs. Sauf en cas de mention écrite faite par la Maîtrise d'ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre, le Titulaire se devra de répondre à ces demandes dans un délai d'une semaine. Cela ne concerne pas les cas de danger grave et imminent, où la réaction se doit d'être sans délai.

Passé ces délais, la Maîtrise d'œuvre pourra appliquer au titulaire défaillant une pénalité de 100 € par jour et par infraction constatée, puis 500 € au bout de 7 jours calendaires de non-réponse.

Article 8 : Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants.

Le Titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

8.1 – Présentation du sous-traitant

Le Titulaire présente son sous-traitant au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement.

Le Titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le Titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales
- Kbis daté de moins de trois mois
- RIB
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du Code du travail.
- Attestation d'assurance.
- Documents établissant les capacités économique et financière, technique et professionnelle du sous-traitant.

8.2 – Examen du dossier de présentation du sous-traitant

Acceptation des sous-traitants

Les capacités économique et financière, technique et professionnelle du sous-traitant sont examinées par la Maîtrise d'œuvre, qui rend un avis à la Maîtrise d'ouvrage.

La DISP accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le Titulaire doit réaliser une partie significative du marché.
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat).
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat).
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique.

Agrément des conditions de paiement

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le Titulaire et le sous-traitant, cependant, le DAI se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du Titulaire du marché.

Les sous-traitants directs acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 Euros TTC.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique et selon les modalités décrites à l'article 6.2 du présent document.

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

9.1 – Conditions d'intervention

Chaque entreprise doit remplir, transmettre et faire accepter des fiches d'intervention. Ces fiches d'intervention permettent d'organiser l'impact sur la détention par l'Établissement.

Ces fiches sont signées par l'Entreprise avant toute intervention. Ces fiches seront transmises avec la liste et les photos des matériels et des véhicules.

Un modèle de fiche d'intervention sera convenu pendant la période de préparation.

Le Titulaire se conformera aux exigences de sûreté pénitentiaire qui pourront lui être imposées par la Maîtrise d'ouvrage et ses services, ainsi que par l'Établissement. Lors des travaux, il devra se conformer aux usages et contraintes relevant de l'activité de l'Établissement, sans pouvoir établir de réclamation à ce sujet.

Il lui est notamment rappelé les éléments suivants :

- Les accès à l'Établissement sont contrôlés par le personnel pénitentiaire, qu'il s'agisse des personnels et véhicules de l'entreprise entrant dans l'établissement, ou encore des livreurs et de leurs véhicules.
- Le respect de la charte de sécurité informatique est impératif. Il sera demandé en fin de chantier d'établir une attestation relative à la destruction des documents transmis, hors ceux relevant des responsabilités d'assurance.

9.2 – Accès au chantier

Le Titulaire se conformera aux exigences du cahier des clauses de sûreté.

9.3 – Démarrage des prestations

Le démarrage des prestations se fait sur Ordre de service. Celle-ci peut intervenir dans les douze mois suivant la notification du marché, sans que cela puisse occasionner de la part du Titulaire de réclamation par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux.

Aucune indemnité d'attente ne sera versée.

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des prestations et n'excèdera pas un mois.

Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées ci-dessous, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Établissement du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Établissement avec la Maîtrise d'œuvre du Calendrier détaillé d'exécution.
- Établissement des études d'exécution, plan d'implantation des terminaux, de synthèse, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux,
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier et clôtures provisoires, voiries et réseaux provisoires, terrassements, consignation des réseaux...) ;
- Établissement des fiches d'intervention ;
- Participation à une réunion d'information avec l'établissement ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier, voiries provisoires, terrassements...) au titre du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (mis à charge du titulaire) ;
- DICT et prise de raccordement de chantier pour les installations sanitaires de chantier auprès des services concessionnaires de réseaux ;
- Établissement de la base-vie et des installations de chantier nécessaires au démarrage des travaux.

Il est précisé que la validation de l'ensemble des fiches d'intervention est un préalable au démarrage de l'exécution des travaux.

9.4 – Réunions

Le Titulaire est tenu de participer aux réunions de préparation par la Maîtrise d'œuvre. Ces réunions sont hebdomadaires. La Maîtrise d'œuvre se charge des convocations. En cas d'absence non excusée ou répétitive, les mesures coercitives sont prises à l'encontre du fautif.

Le Titulaire est tenu de participer aux réunions de chantier organisées par la Maîtrise d'œuvre. Ces réunions sont **hebdomadaires**. La Maîtrise d'œuvre se charge des convocations. En cas d'absence non excusée ou répétitive, les mesures coercitives sont prises à l'encontre du fautif.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par la Maîtrise d'œuvre. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés qui suivent la réunion relatée.

9.5 – Nombre d'exemplaires

Documents d'études

Les documents d'études seront remis en 5 exemplaires, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour la Maîtrise d'œuvre, 1 pour le CT, 1 pour le CSPS.

Une diffusion numérique parallèle, en format modifiable et figé, est nécessaire.

DOE, DME, Cadre de DIUO

Le DOE sera remis en 1 exemplaire papier au Maître d'ouvrage + deux sur support numérique (un pour la Maîtrise d'œuvre). La communication des éléments nécessaires à la constitution par le CSPS du DIUO devront être transmis suffisamment tôt. La remise des DOE conditionne la prononciation de la réception du marché de travaux.

Tous les plans devront être numérisés sous format à soumettre au maître de l'ouvrage.

Article 10 : Piquetage spécial des ouvrages enterrés

Le cas échéant, le titulaire assure l'exécution des travaux de piquetage spécial des ouvrages enterrés.

Les travaux de piquetages et éventuel investigations complémentaires sont payés et effectués sous la responsabilité du maître d'ouvrage dans les conditions des articles 27.3.2 et 27.3.3 du CCAG-Travaux.

Article 11 : Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le Titulaire, sur la base des documents établis par la Maîtrise d'œuvre.

Le Titulaire du marché, après avoir pris connaissance des études existantes, procédera, sous sa responsabilité, à toutes les modifications et adaptations qu'il jugera nécessaires.

Le Titulaire a à sa charge la réalisation de tous documents nécessaires à la réalisation de son projet et notamment :

- Les spécifications techniques détaillées ;
- Les plans d'exécution des équipements techniques ;
- Les plans d'implantation des terminaux.

Les études d'exécution seront soumises au VISA de la Maîtrise d'œuvre. Un avis favorable du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux est donc nécessaire pour permettre au Titulaire d'y procéder.

Article 12 : Provenance - qualité - contrôle et prise en charge des matériaux et produits

12.1 – Provenance des matériaux, matériels et produits

Le CCTP fixe, le cas échéant, la provenance des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'initiative du Titulaire.

La provenance des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par le C.C.T.P. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.P. devra être soumise à la validation de la Maîtrise d'œuvre.

12.2 – Caractéristiques – qualités – vérifications – essais - épreuves

Les travaux traditionnels sont soumis aux dispositions des Eurocodes, normes, lois, décrets, arrêtés, en vigueur.

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toute malfaçon et présenter toute la perfection nécessaire, sur les aspects techniques et esthétiques. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais du Titulaire.

Pendant l'exécution des travaux et pendant toutes les périodes de garantie, le Titulaire doit se soumettre à toute vérification qui serait demandée par la Maîtrise d'œuvre, le CSPS, et se prêter à toutes opérations telles que déposes, sondages, le tout à ses frais avancés, risques et périls.

Au cas où le remplacement des matériaux ou la réfection des ouvrages serait reconnu nécessaire par la Maîtrise d'œuvre, le Titulaire supporterait les dépenses qu'entraînent ces réfections et réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice des indemnités mêmes locatives s'il y a lieu.

Dans le cas contraire, les dépenses d'investigations et de remises en état éventuelles seront à la charge du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est responsable vis-à-vis du Maître d'ouvrage des fautes ou malfaçons commises par les entrepreneurs spécialisés dont il s'est assuré le concours, leurs agents ou leurs ouvriers.

En cas d'emploi de procédés ou d'appareils brevetés, en tout ou en partie, le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre toutes revendications des tiers et notamment des titulaires des brevets.

Toutes justifications, tous résultats d'analyses et d'essais seront donnés à la Maîtrise d'œuvre, au CSPS, au CT suffisamment tôt pour permettre leur examen et éventuellement leur modification.

Le Titulaire est pleinement responsable de la précision de ses études, mesures, mises au point de travaux.

Il devra comparer et vérifier d'une façon continue toutes les dimensions et alignements.

12.3 – Vérifications sur chantier

Les études du Titulaire et le programme définissent les compléments et dérogations éventuels à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des éléments de l'installation, matériel de base, appareils, matériaux et produits.

Ils définissent également les modalités de vérification, essais et épreuves de ces caractéristiques et qualités, sur le chantier.

Ces vérifications, essais et épreuves, sont effectuées sous le contrôle de la Maîtrise d'œuvre et du CT par le personnel du Titulaire, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs disposant des appareils de mesure nécessaires, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix du Marché.

Toutefois, ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.4 – Vérifications en usine

Les études du Titulaire et le programme précisent quels matériaux et éléments de l'installation, matériel de base, appareils, font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins du Titulaire, de ses sous-traitants éventuels ou de ses fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications sont assurées sous le contrôle de la Maîtrise d'œuvre par le personnel du constructeur ou fabricant, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix global forfaitaire du Marché.

Toutes ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.5 – Essais et vérifications complémentaires

La Maîtrise d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le Marché :

- S'ils sont effectués par le Titulaire, ils sont rémunérés par le Maître d'ouvrage ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître d'ouvrage, à moins qu'il ne s'agisse de contrôles rendus nécessaires par des ouvrages réalisés par l'Entreprise, et présentant des anomalies.

12.6 – Échantillons et prototypes

Le Titulaire devra présenter un échantillonnage complet des matériels, matériaux et fournitures qu'il utilisera pour réaliser l'ouvrage au plus tard 15 jours après le démarrage de la période de préparation pour l'ensemble des échantillons demandés par la Maîtrise d'ouvrage.

A la suite de cette présentation, le Maître d'ouvrage fixe son choix sur proposition de la Maîtrise d'œuvre. S'il estime qu'il n'y a pas similitude (ou équivalence) de qualité et de norme entre les produits présentés et ceux prévu au dossier marché, le Titulaire est tenu de fournir ces derniers.

Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à proximité de la base vie du chantier et n'en sont retirés qu'après accord de la Maîtrise d'œuvre.

Après choix et confirmation, les appareils devront être livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine et munis de leurs étiquettes d'origine.

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution, les matériaux et fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé, de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les Règles de l'Art et de la bonne construction.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante, suivie et de bonne qualité.

Les appareils devront avoir une estampille ou un certificat de qualité, délivré par un organisme officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.

Les appareils devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.

Les appareils devront être agréés par les services publics ou par les sociétés concessionnaires, lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du Maître d'ouvrage.

La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais du Titulaire, tout appareil, matériel ou matériau qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme aux spécifications contractuelles.

Tout matériel commandé avant l'acceptation des échantillons par le Maître d'ouvrage pourra être refusé.

La constitution de prototypes pourra être demandée au Titulaire, dont les frais seront intégrés dans l'offre.

12.7 – Commandes de matériels - Matériaux - Fournitures

Les commandes de matériels, matériaux, fournitures devront être conclues dès l'acceptation des échantillons par le Maître d'ouvrage.

Elles tiendront compte des impératifs dus au planning des travaux. En particulier, elles ne devront pas permettre la rupture des stocks sur le chantier.

Sur simple demande, le Titulaire devra remettre à la Maîtrise d'œuvre les attestations de ses fournisseurs garantissant l'exécution stricte des commandes.

Si le dossier marché impose au Titulaire de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, le Titulaire

n'en devra pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

Article 13 : Études de synthèse

Le Maître d'œuvre anime la cellule de synthèse et produit les plans de synthèse. Le Titulaire est tenu de participer à cette cellule.

Il est rappelé que les plans de synthèse ont notamment pour objet :

- De solutionner les points singuliers éventuels,
- D'intégrer sur les PEO de structure les différents besoins en matière de passages, gaines, trémies, grilles, socles, etc. et d'en établir les plans de synthèse, la coordination finale de ces réservations étant assurée par le Titulaire,
- De coordonner entre tous les lots techniques et spécifiques, une synthèse commune de faisabilité globale
- D'intégrer les remarques faites par le CT, le CSPS,
- De s'assurer des possibilités d'accès et d'implantation des équipements.

Article 14 : Installation et organisation du chantier

Les installations du chantier sont à la charge du Titulaire.

14.1 – Propreté du chantier

Le Titulaire s'engage à prendre les mesures suivantes :

- Nettoyage des véhicules : une fois par semaine,
- Nettoyage de la voirie empruntée : deux fois par semaine,
- Prestations concernant les clôtures : planches neuves, panneaux (de tôle, de plastique etc.) de réemploi en bon état, dispositif anti-affiche, grillage en métal déployé,
- Installations de bureaux et d'hébergement du personnel : modules ou baraquements en bon état, fraîchement repeints.

Les Entrepreneurs et les installateurs doivent, pendant les travaux, la protection, la surveillance et le propre nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravas afin de livrer les lieux, matériel et installations en parfait état de propreté. Le Titulaire devra mettre en œuvre la réglementation relative aux déchets de chantier et à sa charge l'organisation du tri et l'évacuation de ceux-ci.

Si, malgré ces prescriptions, le site du chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisant pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état définitif de nettoyage souhaité, la Maîtrise d'œuvre pourra en l'absence du responsable ordonner, chaque fois qu'il jugera nécessaire, le nettoyage du chantier ; les frais correspondants seront imputés au Titulaire.

Dans le cas où, malgré les ordres de service, ce nettoyage n'aurait pas été réalisé de façon satisfaisante, le Maître d'ouvrage pourra faire appel à une Entreprise spécialisée de nettoyage, aux frais et risques du Titulaire.

Les Entrepreneurs et installateurs amenés à intervenir sur le chantier prendront toutes dispositions pour protéger de façon efficace, pendant le cours des travaux, tous les matériaux, appareils, canalisations, revêtement, bâtiments existants et en cours de construction etc. Dans tous les cas, ils en feront leur affaire personnelle en relation avec les autres entreprises, et ce jusqu'à la réception des installations, en s'engageant en cas de besoin à garantir le Maître d'ouvrage contre toute responsabilité à l'occasion de dégâts, détournements, etc.

14.2 – Signalisation du chantier

Le Titulaire doit tout balisage selon les besoins du Code de la route et du PGCSPPS.

14.3 – Nuisances liées au chantier

Le chantier devra être conduit de façon à causer un minimum de gêne aux riverains et à l'établissement.

Le Titulaire garantit que les engins de chantier qu'il utilisera seront homologués, en matière d'émissions de bruits en particulier, lorsque cela est réglementaire.

Toute précaution sera prise pour éviter les nuisances sonores trop importantes de la part des engins de chantier (pompes, compresseurs, etc.).

L'activité du chantier, en période nocturne, ne devra entraîner aucune nuisance sonore, sauf conditions particulières et après accord du Maître d'ouvrage. A priori, il n'est pas envisagé de permettre le travail de nuit.

Toute précaution sera prise pour limiter l'émission de poussières du fait de la manœuvre des engins de chantier.

14.4 – Gestion des déchets de chantier

Il est fait application de l'article 36 du CCAG travaux.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

La gestion des déchets de chantier pourra être confiée par le titulaire à un prestataire extérieur. Le tri des déchets de chantier devra être fait au plus près des postes de travail.

Article 15 : Réception des travaux et documents de fin de travaux

15.1 – Réception

Le Titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le Titulaire devra remettre au maître d'œuvre le dossier des ouvrages exécutés définitif 15 jours avant la fin des opérations préalables à la réception. Ce dossier devra comprendre les éléments mentionnés au CCTP. Il sera remis en trois exemplaires papier + un exemplaire sur support informatique.

15.2 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Si certaines parties des ouvrages devaient être mises à disposition du maître de l'ouvrage alors que les travaux ne sont pas achevés, cela ne vaudrait pas prise de possession ni réception partielle tacite, le Titulaire conservant toutes ses responsabilités à cet égard.

Il sera fait application des dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux. L'état des lieux sera dressé contradictoirement entre la Maîtrise d'œuvre et le Titulaire.

Dans le cas où le délai global d'exécution se trouverait dépassé par la faute exclusive du Titulaire et plus particulièrement dans le cas où les travaux auraient fait l'objet d'un refus de réception, le titulaire peut être contraint de mettre à disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore entièrement terminés ou réceptionnés.

Enfin, si cette occupation partielle nécessite la mise en route des équipements techniques avant la fin du délai contractuel, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant.

15.3 – Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le Titulaire devra remettre à la réception, tous les plans et documents conformes à l'exécution dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) tel que décrit au CCTP. Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés, devront permettre au Maître d'ouvrage :

- d'exploiter le bâtiment,
- d'effectuer tous travaux neufs d'extension ou renouvellement, dans les moindres détails.

Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux, l'entreprise devra fournir à la Maîtrise d'œuvre notamment :

- les pièces du dossier marché mises à jour conformément à l'exécution,
- les plans de récolement et les notes de calculs,
- toutes notices de fonctionnement, d'entretien et spécifications nécessaires au bon usage, au bon entretien et à la bonne exploitation des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans d'ensemble et de détails de l'installation et du matériel, conformes à l'exécution,
- les notices de fonctionnement et d'entretien concernant l'installation et le matériel utilisé,
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- Les PV de recettages,
- Les avis techniques

15.4 – Évacuation du chantier

Au terme des travaux, le Titulaire enlèvera à ses frais tous les matériaux non employés, les déchets de toutes espèces ainsi que les ouvrages provisoires. En cas de retard, il sera passible d'une pénalité définie au présent CCAP.

En outre, le Titulaire procédera à la remise en état complète des lieux qui auraient fait l'objet de détériorations dûment constatées, par des installations et, ou engins de chantier, tant à l'intérieur du lieu des travaux qu'aux abords immédiats.

Si l'exécution n'était pas terminée dans le délai prescrit, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, 2 semaines après la mise en demeure, de procéder à l'enlèvement et faire transporter à la décharge publique, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais du Titulaire, et sans qu'il puisse faire réclamation, la pénalité prévue ci-dessus étant en outre appliquée.

Article 16 : Garanties et assurances

16.1 – Objet de garantie

Les garanties contractuelles et légales dues par le Titulaire s'étendent à l'ensemble des prestations réalisées.

16.2 – Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

16.3 – Assurances

Généralités

D'une manière générale, il est rappelé que la responsabilité du Titulaire à l'égard du Maître d'ouvrage s'entend comme constructeur et réalisateur des ouvrages dont il a la charge.

Les dispositions de l'ensemble de la présente clause ne représentent que la couverture considérée comme minimale par le Maître d'ouvrage.

En tout état de cause, et malgré la preuve qui lui est demandée de faire quant à l'existence des polices d'assurance et avenants nécessaires, ainsi qu'au paiement régulier des primes afférentes, le Titulaire ne pourra en aucune manière invoquer une insuffisance de couverture d'assurance, ou encore les franchises ou les exclusions prévues par ces polices et avenants, ou plus généralement une difficulté quelconque qui pourrait lui être opposée par l'assureur à l'occasion d'un sinistre, pour prétendre à quelque atténuation que ce soit de ses responsabilités à raison de son marché.

Le Titulaire s'oblige à vérifier qu'il satisfait bien aux conditions exigées, par ses polices d'assurance et avenants, pour bénéficier d'une garantie d'assurance compatible avec les prestations intellectuelles et les travaux qu'il est engagé à réaliser, tant du point de vue de leur nature que de leur montant.

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1382 et suivants 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code civil et des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même code.

Les fabricants soumis à la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

Sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'ouvrage, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants et fabricants.

Il est précisé que dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, au début de chaque année civile, avant réception et au solde des comptes, le Titulaire en la personne de chaque cotraitant et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des polices d'assurances mentionnées ci-après.

De même, aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main levée de caution ne pourra avoir lieu tant que les attestations d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-après n'auront pas été fournies.

Le Titulaire s'engage à garantir le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre contre tout recours au cas où sa responsabilité serait recherchée à l'occasion et du chef de l'exécution des travaux.

Assurance de responsabilité civile

Les titulaires et, le cas échéant, leurs sous-traitants doivent être garantis par une police d'assurances destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés aux clients, aux préposés et aux tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Ce contrat devra couvrir :

- ⇒ sa RC délictuelle et quasi-délictuelle, telle qu'elle découle des articles 1240 à 1242 du Code civil, au titre des dommages de toute nature causés aux tiers, notamment :
 - du fait de son activité sur le chantier (par le personnel salarié en activité de travail, par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation), avec extension aux risques incendie et dégâts des eaux,
 - du fait des travaux avant réception,
 - du fait des travaux qui lui sont confiés, pouvant atteindre les tiers, les existants et les avoisinants,
 - résultant d'un événement engageant sa responsabilité après réception.
- ⇒ sa RC contractuelle, telle qu'elle découle des articles 1231-1 et suivants du Code civil, au titre des dommages de toute nature causés aux préposés et aux clients

L'attestation à fournir devra préciser, par catégories de dommages, le montant des garanties accordées, et celui des franchises prévues pour chaque garantie.

Le Maître d'ouvrage se réserve d'exiger du Titulaire une augmentation du plafond des garanties dans le cas où il serait amené à considérer, sur avis de la Maîtrise d'œuvre, que les montants assurés sont insuffisants.

Les polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

En RC pendant travaux :

- dommages corporels : 5 000 000.00 € par sinistre,
- dommages matériels : 1 000 000.00 € par sinistre,
- dommages matériels et immatériels après réception : 1 000 000.00 € par sinistre et par année.

En RC après travaux les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Assurance de responsabilité civile décennale et des risques annexes

Le Titulaire déclare être titulaire de garanties couvrant :

- sa responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les Articles 1792, 1792-1 et suivants et 2270 du Code civil, conformément à l'Article L 241-1 du Code des Assurances, et aux Clauses Types prévues à l'Annexe 1, à l'Article A 241-1 de l'Arrêté du 17 novembre 1978 modifié par l'Arrêté du 27 décembre 1982,
- les risques d'effondrement avant réception,
- la garantie de bon fonctionnement minimale de DEUX ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du Code civil.
- les dommages immatériels consécutifs aux risques précédents

Cette police devra couvrir toutes les prestations (prestations intellectuelles et travaux) exécutés par le Titulaire.

Elle devra comporter une renonciation à la règle proportionnelle de capitaux.

Les travaux ou prestations n'entrant pas dans le cadre de la garantie de police de base devront être couverts par un avenant propre aux travaux considérés. Les frais en résultant seront à la charge du Titulaire.

En outre, la garantie de base de cette police devra couvrir le coût total définitif de la construction, honoraires et taxes compris.

Les fabricants soumis à la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurances couvrant leur responsabilité en vertu de l'Article 1792-4 du Code civil.

Assurance des équipements

Le Titulaire devra également être assuré contre :

- les dommages causés par leurs véhicules ou ceux loués qu'ils utilisent pour l'exécution du marché (sur voies publiques ou en propriétés privées), conformément aux dispositions légales en vigueur, et notamment la loi du 5 juillet 1985, ainsi que l'article L 211-1 du code des assurances ;
- les dommages causés par leurs engins de chantier ou ceux loués, fixes ou mobiles, qu'ils utilisent pour la réalisation des travaux ;

Par ailleurs, le Titulaire fera sa propre affaire de l'assurance de son matériel d'entreprise, qu'il en soit propriétaire ou locataire. Il s'engage à renoncer à tous recours contre le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre et à obtenir une renonciation à recours identique à l'assureur de ce matériel.

Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements doivent être couverts par une assurance les garantissant contre tous les risques (entre autres, vol, incendie, dégradations, etc.).

Assurance de la base de vie

Le Titulaire du lot concerné assurera, à ses frais, les bureaux de chantier, locaux et ouvrages connexes (installation provisoire).

Cette assurance devra garantir :

- les risques habituels : incendie, dégâts des eaux, vol, etc.,
- le risque d'arrêt de chantier qui résulterait de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux,
- la perte d'exploitation qui résulterait de cette destruction pour les différents intervenants, y compris le Maître d'ouvrage.

16.4 – Protection des données à caractère personnel – RGPD

Chaque Partie au Marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du Pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une Modification de Marché par les Parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du Pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du Marché.

Le Titulaire avise ses Sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. Il les fait figurer au sous-traité et à la demande de sous-traitance.

Définitions

Au sens des clauses du présent paragraphe, et en application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « RGPD »), seront considérés comme :

- « Responsable de traitement RGPD » : la Maîtrise d'ouvrage.
- « Sous-traitant RGPD » : le Titulaire.

- « Sous-traitant du sous-traitant RGPD » : le sous-traitant du contractant (au sens de la loi de 1975 sur la sous-traitance).
- « Data protection officer (DPO) » ou « Responsable de la protection des données (RPD) » : la personne garante de la protection des données au sein, selon, du Sous-traitant RGPD ou du sous-traitant du Sous-traitant RGPD.

Cadre d'exercice et obligations du Sous-traitant RGPD

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant RGPD s'engage à effectuer pour le compte du Responsable de traitement RGPD les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Le Sous-traitant RGPD est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement RGPD les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation du Contrat.

Elles porteront en particulier et de manière non limitative sur les aspects suivants : collecte des coordonnées des intervenants, rédaction et diffusion de comptes-rendus, etc.

La nature des opérations réalisées sur les données est une collecte et un stockage.

La ou les finalités du traitement sont limitées au strict besoin de l'opération.

Les données à caractère personnel traitées sont un ensemble de noms, numéros de téléphone, courriels.

Les catégories de personnes concernées sont celles ayant un intérêt à la diffusion d'informations au sujet de l'opération.

Pour l'exécution du présent contrat, le Responsable de traitement RGPD met à la disposition du Sous-traitant RGPD les informations nécessaires suivantes : coordonnées des personnes intéressées relevant de sa responsabilité.

Le Responsable de traitement RGPD s'engage auprès du Sous-traitant RGPD à :

- Lui fournir les données visées ci-avant.
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant RGPD.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Sous-traitant RGPD.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant RGPD.

Si le Sous-traitant RGPD considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement RGPD au travers d'une mise à jour de la Registre RGPD.

Registre RGPD

Le Sous-traitant RGPD exposera au Responsable de traitement RGPD sa politique en matière de protection des données personnelles, en identifiant les données collectées, en précisant le traitement dont elles font l'objet, en désignant son délégué à la protection des données, en précisant la durée de conservation des données, ainsi que les mesures de sécurité prévues par le Sous-traitant RGPD. En réponse à cette exigence, et au regard de son devoir général de conseil, le Sous-traitant RGPD établira un document – le Registre RGPD – reprenant tous ces aspects et les étendant aux aspects non visés ici mais relevant du RGPD, pièce contractuelle.

Le Registre RGPD fait en outre apparaître :

- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement RGPD.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel.
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.
 - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sous-traitance par le Sous-traitant RGPD

Le Sous-traitant RGPD aura les mêmes exigences envers ses sous-traitants ; il doit en outre s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles. Il aura au préalable obtenu du Responsable de traitement RGPD l'accord expresse à la mise en place de cette sous-traitance. La DC4 fera mention des conditions d'exercice de ce sous-traitant du Sous-traitant RGPD, notamment la désignation de la personne référente (DPO).

Le sous-traitant du Sous-traitant RGPD est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement RGPD.

Obligations du Sous-traitant RGPD

Le Sous-traitant RGPD s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du Contrat.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement RGPD figurant dans la Registre RGPD.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat (dont le référent / DPO est désigné dans l'Offre contractuelle) :
 - o S'engage à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
 - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.
- Aider, dans la mesure du possible, le Responsable de traitement RGPD à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation du traitement, à la portabilité des données, à ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
- Notifier au Responsable de traitement RGPD par email toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de

- traitement RGPD, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- Mettre à disposition du Responsable de traitement RGPD la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable de traitement RGPD ou un auditeur qu'il aura nommé.

Sort des données

Au terme de la prestation, le Sous-traitant RGPD s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel à l'issue d'une durée de 10 ans après la réception de l'ouvrage, afin de garantir la conservation de la preuve dans le cadre d'une démarche en décennale.

16.5 – Pièces d'usures

Les pièces qui présenteraient une usure anormale, ou qui auraient été remplacées pendant la période de garantie bénéficieront d'une prolongation de garantie supplémentaire de 6 mois.

16.6 – Propriété intellectuelle

Le Titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas les divulguer ni pendant l'exécution du marché ni après qu'il ait cessé de produire ses effets.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et, ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché. Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

Droits du pouvoir adjudicateur :

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats pour le territoire, la durée, les modes d'exploitation des droits cédés et le prix définis dans les documents particuliers du marché. Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché.

Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché et dans le respect des droits moraux, le droit de reproduction comporte, si nécessaire, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché.

Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché et dans le respect des droits moraux, le droit de représentation et de distribution comporte si nécessaire le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial.

Les codes sources et la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur les logiciels livrés au titre du marché sont remis, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources sont considérés comme confidentiels.

Résultats protégés par un droit de propriété industrielle

Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle.

Le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle au nom et frais du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché fait toute diligence pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il communique au pouvoir adjudicateur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux résultats.

Dans l'hypothèse où des titres auraient fait l'objet d'un dépôt, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur (i) la propriété pleine et entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres afférents aux résultats qu'il a déposées ; (ii) le droit de priorité unioniste éventuellement attaché aux titres de propriété industrielle et aux demandes de titres ; (iii) le droit d'intenter toute action pour tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme antérieur ou postérieur à la date de signature du marché.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur se trouve, à la date de signature du marché, seul subrogé dans tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les résultats et aura la propriété et la jouissance entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres.

En ce qui concerne les demandes de titres déposés par le titulaire du marché, ce dernier est tenu, sans limitation de durée, de prendre toutes dispositions et de signer tous documents nécessaires pour s'assurer de l'enregistrement de ces demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Si, dans l'un quelconque des pays couverts par le marché, les demandes de titres ne peuvent être cédées au pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché devra, lors de l'enregistrement desdites demandes de titres, signer tous documents afin qu'elles soient transférées au pouvoir adjudicateur. Les coûts à compter de la date de cession sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le marché.

En ce qui concerne les demandes de titres déposées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché est tenu de signer tous documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'effectuer les procédures de dépôts de demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Les coûts y relatifs sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le marché.

Le titulaire du marché s'engage notamment à ce que ses personnels, cités comme inventeurs, donnent

toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des titres portant sur les résultats.

Résultats relevant d'autres régimes de protection

Le titulaire du marché cède à titre exclusif, définitif et irrévocable au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les résultats couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires.

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif les noms de domaine qui ont fait l'objet d'un dépôt.

Dispositions communes :

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

Le titulaire du marché peut librement publier les résultats sous réserve des stipulations de l'article 5 du CCAG-MOE et de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Cette publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le pouvoir adjudicateur.

Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;

b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Garanties :

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

Droits du titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés. Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats. Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, avec l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Article 17 : Règlement des différends

Il est fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du maître d'ouvrage et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le maître d'ouvrage à la suite d'une mise en demeure adressée par le maître d'œuvre l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 51.2.3.

Article 18 : Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de

l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 19 : Résiliation du marché

Les articles 46, 47 48 et 49 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le marché pourra être résilié dans les conditions de l'article 49.4 du CCAG Travaux en cas de manquement grave du Titulaire (non-respect des injonctions de l'Établissement, du CSPS, notamment), la fraction des prestations déjà accomplies sera rémunérée avec un abattement de 10 %. Cependant, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité comme visée à l'article 46 du CCAG.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier aux frais et risques, en précision des dispositions de l'article 46.3 du CCAG Travaux. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.

En particulier, l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2142-1 et suivants du Code de la commande publique peut entraîner, par décision du Pouvoir Adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 et L142-1 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG travaux s'appliquent.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 % par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux.

Article 20 : Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 21 : Dérogations aux documents généraux

Les articles désignés ci-après dérogent aux clauses du CCAG Travaux :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux
- L'article 4.1 déroge aux articles 13.6, 13.8 et 14.5 du CCAG Travaux
- L'article 4.2.1 déroge à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux
- L'article 4.2.2 déroge à l'article 53.3 du CCAG Travaux
- L'article 7 déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 3.8.2 du CCAG Travaux
- L'article 7.2 déroge aux articles 18.2.3 et 32.1 al.2 du CCAG Travaux
- L'article 7.4 déroge aux articles 19.2.4, 36.2.3 et 19.3 du CCAG Travaux
- L'article 9.3 déroge à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux
- L'article 15.1 déroge à l'article 40 du CCAG Travaux
- L'article 18 déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux

Article 21 : Procédure contentieuse - arbitrage

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent.

Le tribunal administratif compétent est celui de LILLE :

Tribunal administratif de Lille – 5, rue Geoffroy St Hilaire 59000 LILLE

Téléphone : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courrier électronique : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL): <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

**ANNEXE : DISPOSITION COMMUNES AUX DIFFÉRENTS
ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES**